



**DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION
COMMUNE DE SAINT-ANDRÉ
SERVICES TECHNIQUES**

ARRÊTE DU MAIRE AG/ST/SA– N°362 /2025
Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement
sur les voies de la zone commerciale « la Cocoteraie »

Le Maire de la commune Saint-André

- Vu la loi du 19 mars 1946 érigeant la Réunion en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée,
- Vu la loi n°82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois N°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi N°83-8 du 7 janvier 1983,
- Vu les articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6, L 2214-3 du code général des collectivités territoriales,
- Vu les articles L 411-1, R 417-6, R 417-10, R 325-1, et R 325-12 et suivants du code de la route,
- Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,
- Vu la demande de l'entreprise SOGETREL,
- Vu l'analyse des services techniques,

Considérant qu'il importe dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer la circulation, le stationnement des véhicules de toutes catégories et la circulation piétonne sur les voies de la zone commerciale « la Cocoteraie » à l'occasion des travaux sur le réseau de la fibre optique effectués par l'entreprise dénommée **SOGETREL**.

ARRETE

ARTICLE 1 : A partir du mercredi **17 septembre 2025** et jusqu'au vendredi **17 octobre 2025 de 08h00 à 12h00 de, 13h00 à 15h30, et de 20h00 au lendemain 04h00** la circulation des véhicules de toutes catégories se fera de façon alternée et le stationnement sera interdit sur les voies de la zone commerciale « la Cocoteraie ».

ARTICLE 2 : En cas de non respect de l'article 1, le stationnement sera considéré comme gênant et le véhicule pourra faire l'objet d'une mise en fourrière (article R.325-1 et suivants du Code de la Route).

ARTICLE 3 : La circulation piétonne se fera du côté opposé aux travaux.

ARTICLE 4: Une signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise «**SOGETREL**» de jour et de nuit pour permettre la bonne exécution du présent arrêté, laquelle société sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-André, Monsieur le Chef de circonscription de la police urbaine de l'est, le Chef de la police municipale de Saint-André, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et, publié au recueil des actes administratifs de la Commune de Saint-André.

Le Maire

18 SEP. 2025

Pour le Maire et par délégation

Le 2^{ème} Adjoint



Laurent RAMASSAMY